

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2003-2004

3 FÉVRIER 2004

Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique, le Gouvernement de la Communauté française, le Gouvernement de la Région wallonne et le Gouvernement flamand, d'une part, et le Gouvernement de la République française, d'autre part, sur la coopération transfrontalière entre les collectivités territoriales et organismes publics locaux, signé à Bruxelles le 16 septembre 2002

RAPPORT

FAIT AU NOM
DE LA COMMISSION
DES RELATIONS EXTÉRIEURES
ET DE LA DÉFENSE PAR
MME **MARIE-HÉLÈNE CROMBÉ-BERTON**

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2003-2004

3 FEBRUARI 2004

Wetsontwerp houdende instemming met het Akkoord tussen de Regering van het Koninkrijk België, de Vlaamse Regering, de Regering van de Franse Gemeenschap en de Regering van het Waalse Gewest, enerzijds, en de Regering van de Franse Republiek, anderzijds, inzake de grensoverschrijdende samenwerking tussen territoriale gemeenschappen en lokale openbare lichamen, ondertekend te Brussel op 16 september 2002

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR
DE BUITENLANDSE BETREKKINGEN
EN VOOR DE LANDSVERDEDIGING
UITGEBRACHT DOOR
MEVROUW **MARIE-HÉLÈNE CROMBÉ-BERTON**

Composition de la commission/Samenstelling van de commissie :

A. Membres/Leden :

SP.A-SPIRIT Patrick Hostekint, Jacques Timmermans, Lionel Vandenberghe.
VLD Pierre Chevalier, Jean-Marie Dedecker, Jacques Devolder.
PS Jean Cornil, Pierre Galand, Anne-Marie Lizin.
MR Marie-Hélène Crombé-Berton, Alain Destexhe, François Roelants du Vivier.
CD&V Sabine de Bethune, Erika Thijs.
VLAAMS BLOK Jurgen Ceder, Frank Vanhecke.
CDH René Thissen.

B. Suppléants/Plaatsvervangers :

Mimount Bousakla, Caroline Gennez, Staf Nimmegeers, Fatma Pehlivan.
Stefaan Noreilde, Annemie Van de Casteele, Patrik Vankrunkelsven, Luc Willems.
Jean-Marie Happart, Marie-José Laloy, Philippe Mahoux, Francis Poty, Berni Collas, Armand De Decker, Marc Wilmots, Alain Zenner.
Etienne Schouppe, Luc Van den Brande, Marc Van Peel.
Yves Buysse, Karim Van Overmeire, Wim Verreycken.
Christian Brotcorne, Clotilde Nyssens.

*Voir:***Documents du Sénat :****3-405 - 2003/2004 :**

N° 1: Projet de loi.

*Zie:***Stukken van de Senaat :****3-405 - 2003/2004 :**

Nr. 1: Wetsontwerp.

I. INTRODUCTION

La commission des Relations extérieures et de la Défense a examiné le projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique, le Gouvernement de la Communauté française, le Gouvernement de la Région wallonne et le Gouvernement flamand, d'une part, et le Gouvernement de la République française, d'autre part, sur la coopération transfrontalière entre les collectivités territoriales et organismes publics locaux, signé à Bruxelles le 16 septembre 2002 (voir doc. Sénat, n° 3-405/1, 2003-2004) lors de sa réunion du 3 février 2004.

II. EXPOSÉ INTRODUCTIF PAR LE VICE-PREMIERMINISTRE ET MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Le ministre déclare que l'accord à l'examen prévoit un cadre juridique pour le lancement et la gestion de projets transfrontaliers. Il s'agit plus spécifiquement de projets organisés par des autorités locales, telles que les intercommunales et les CPAS. Les négociations préparatoires ont duré assez longtemps en raison de la complexité institutionnelle belge et des implications juridiques non négligeables qui caractérisent ce type d'initiatives transfrontalières.

III. DISCUSSION

M. De Clerck déclare que cet accord est très important, à la fois pour le sud de la Flandre occidentale et pour le Hainaut. Des responsables politiques des deux régions ont d'ailleurs été associés étroitement aux négociations.

Vu le contexte européen global, il est étonnant que l'on n'ait pas conclu un tel accord plus tôt. Dans la pratique, une dynamique économique et culturelle importante s'est développée depuis pas mal de temps dans la région concernée. Il a fallu certaines pressions politiques pour que cette dynamique soit dotée d'un cadre législatif. L'intervenant attire l'attention sur le rôle qu'a joué en l'occurrence l'homme politique français Pierre Mauroy.

L'intervenant insiste pour que l'on finalise rapidement la procédure parlementaire.

Il déclare qu'il existe actuellement en France une dynamique qui ne trouve pas de répondant du côté belge. La Région wallonne réagit de manière un peu plus assertive à ces développements, mais le fédéral et la Région flamande doivent d'urgence rattraper leur retard. L'intervenant cite l'exemple de la ville de Lille, qui, depuis une dizaine d'années, fait preuve d'un dynamisme remarquable grâce à une série d'initiatives bien préparées, dynamisme qui donne à la région une forte conscience de soi. Ce processus, que l'intervenant qualifie de « métropolisation »,

I. INLEIDING

De commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen en de Landsverdediging heeft het wetsontwerp houdende instemming met het Akkoord tussen de regering van het Koninkrijk België, de Vlaamse Regering, de Regering van de Franse Gemeenschap en de Regering van het Waalse Gewest, enerzijds, en de Regering van de Franse Republiek anderzijds, inzake de grensoverschrijdende samenwerking tussen territoriale gemeenschappen en lokale openbare lichamen, ondertekend te Brussel op 16 september 2002 (zie stuk Senaat, nr. 3-405/1, 2003-2004) besproken tijdens haar vergadering van 3 februari 2004.

II. INLEIDENDE UITEENZETTING DOOR DE VICE-EERSTE MINISTER EN MINISTER VAN BUITENLANDSE ZAKEN

De minister verklaart dat voorliggend Akkoord voorziet in een juridisch kader voor grensoverschrijdende projecten, zowel voor het opstarten als voor het beheer ervan. Het betreft meer specifiek projecten die door lokale autoriteiten, zoals intercommunales en OCMW's, worden georganiseerd. De voorbereidende onderhandelingen sleepten vrij lang aan, gezien de institutionele complexiteit langs Belgische zijde en de toch wel ingrijpende juridische implicaties van dergelijke grensoverschrijdende initiatieven.

III. BESPREKING

De heer De Clerck verklaart dat dit Akkoord van zeer groot belang is, zowel voor Zuidwest-Vlaanderen als voor Henegouwen. Politici uit beide regio's werden overigens nauw betrokken bij de onderhandelingen.

Het is gezien de globale Europese context merkwaardig dat een dergelijk Akkoord niet vroeger tot stand is gekomen. In de praktijk is er sinds geruime tijd in die betrokken regio een belangrijke economische en culturele dynamiek ontstaan. Er was een zekere politieke druk nodig om deze dynamiek een wettelijk kader te geven. Spreker wijst op de rol die de Franse politicus Pierre Mauroy hierin heeft gespeeld.

Spreker dringt aan op een spoedige afwerking van de parlementaire procedure.

Spreker verklaart dat er vandaag in Frankrijk een dynamiek bestaat die niet beantwoord wordt langs Belgische zijde. Het Waals Gewest reageert iets assertiever op deze ontwikkeling, maar het federale niveau en het Vlaamse Gewest moeten dringend een inhaalbeweging uitvoeren. Spreker geeft het voorbeeld van de stad Lille, die dankzij een aantal goed voorbereide initiatieven sinds een tiental jaar bijzonder dynamisch overkomt en aldus het zelfbewustzijn van de regio sterk heeft bevorderd. Dit proces, dat spreker als « metropolisation » omschrijft, moet ook bij ons navol-

devrait faire école chez nous. En outre, il s'inscrit dans un mode de développement croissant dans l'ensemble de l'Europe.

L'intervenant est préoccupé par la réaction de la Flandre à ce développement. Il attire l'attention sur le fait que Lille se présente comme «la capitale de la Flandre». Il faut veiller à ce que la Flandre occidentale et le Hainaut ne soient pas considérés à terme comme des appendices de la région de Lille. Qui plus est, cette évolution coïncide avec l'essor de l'idée de décentralisation en France. Les niveaux locaux peuvent même y bénéficier d'un «droit à l'expérimentation». Il s'agit d'un postulat politique très important. À tous les niveaux possibles de la société, on a pris d'innombrables initiatives concrètes qui confortent l'idée de métropole. Des villes telles que Courtrai et Tournai sont entraînées dans cette dynamique.

L'intervenant constate que les responsables politiques belges ne sont pas associés à ces décisions, ce qui posera des problèmes de plus en plus considérables. Il faut disposer d'urgence d'une vision claire de la politique européenne et de la concrétisation locale de ces tendances transfrontalières. L'intervenant cite à titre d'exemple un document récent (18 décembre 2003), rédigé par les services du premier ministre français, concernant un «Comité interministériel d'aménagement et de développement du territoire», qui contient toute une série de propositions transfrontalières pour l'agglomération lilloise. Aux termes du document, un saut qualitatif est nécessaire. Une démarche pragmatique est chaudement recommandée. Le but est de ne pas attendre la ratification parlementaire de l'accord à l'examen, mais de procéder dès à présent à la création d'une «institution spécifique de gouvernance, pour permettre le débat et la prise de décisions politiques à l'échelle de l'Eurométropole. (...) Cette mise en place doit être conduite de façon progressive en utilisant et en valorisant les organes existants. Elle suppose également un outil technique, pour conduire les analyses nécessaires et préparer le débat, outil qui pourrait prendre la forme d'une agence transfrontalière. (...) L'identification des freins juridiques au développement du transfrontalier se heurte à deux difficultés: d'une part, la matière est fort complexe, d'autre part, les analyses doivent se conduire dans un cadre bi-national, voir multipartite, compte tenu des entités fédérés belges (...) Le gouvernement français proposera aux autorités belges de constituer une mission parlementaire franco-belge qui aura pour tâche de proposer aux gouvernements dans le délai de douze mois les modifications législatives ou réglementaires nécessaires et les expérimentations à envisager, notamment dans la perspective d'un district Européen.»

Tout ceci met en évidence la grande avance des initiatives françaises sur le plan légal et organisationnel. L'intervenant réclame une réponse des autorités

ging vinden. Bovendien kadert het in een groeiende ontwikkeling in heel Europa.

Spreker spreekt zijn bezorgdheid uit over de reactie van Vlaanderen op deze ontwikkeling. Hij wijst erop dat Lille zich voorstelt als de «*capitale de la Flandre*». Er dient over gewaakt te worden dat West-Vlaanderen en Henegouwen op termijn niet worden aanzien als een aanhangsel, een appendix van de Rijselse regio. Bovendien valt deze evolutie samen met de in Frankrijk aan belang winnende decentralisatiegedachte. De lokale niveaus kunnen er zelfs genieten van een «recht op experimenteren» (*droit à l'expérimentation*). Dit is een zeer belangrijk politiek statement. Talloze concrete initiatieven op alle mogelijke vlakken van de maatschappij werden reeds genomen die de metropool-gedachte bevorderen. Steden als Kortrijk en Doornik worden in deze dynamiek meegetrokken.

Spreker stelt vast dat de Belgische politici niet betrokken zijn bij deze beslissingen, wat voor steeds grotere problemen zal zorgen. Er is dringend nood aan een duidelijke visie op het Europees beleid en op de lokale invulling van deze grensoverschrijdende tendensen. Spreker haalt bij wijze van voorbeeld een recent document (18 december 2003) aan, opgesteld door de diensten van de Franse eerste minister, betreffende een «*Comité interministériel d'aménagement et de développement du territoire*», dat allerlei grensoverschrijdende voorstellen bevat voor de Rijselse agglomeratie. Luidens het document is een kwalitatieve sprong nodig. Een pragmatische aanpak wordt sterk aanbevolen. De bedoeling is niet te wachten op de parlementaire ratificatie van dit Akkoord, maar nu reeds over te gaan tot de oprichting van een «*institution spécifique de gouvernance, pour permettre le débat et la prise de décisions politiques à l'échelle de l'Eurométropole. (...) Cette mise en place doit être conduite de façon progressive en utilisant et en valorisant les organes existants. Elle suppose également un outil technique, pour conduire les analyses nécessaires et préparer le débat, outil qui pourrait prendre la forme d'une agence transfrontalière. (...) L'identification des freins juridiques au développement du transfrontalier se heurte à deux difficultés: d'une part, la matière est fort complexe, d'autre part, les analyses doivent se conduire dans un cadre bi-national, voir multipartite, compte tenu des entités fédérés belges (...) Le gouvernement français proposera aux autorités belges de constituer une mission parlementaire franco-belge qui aura pour tâche de proposer aux gouvernements dans le délai de douze mois les modifications législatives ou réglementaires nécessaires et les expérimentations à envisager, notamment dans la perspective d'un district Européen.*»

Hieruit blijkt de grote voorsprong van de Franse initiatieven op wettelijk en organisatorisch vlak. Spreker dringt aan op een antwoord van de Belgische

belges. Comment l'assemblée parlementaire mixte, dont la création est proposée, sera-t-elle composée? Quels fonctionnaires détachera-t-on à l'«Agence transfrontalière»? L'intervenant propose de déléguer un certain nombre de fonctionnaires fédéraux à Mouscron, Tournai et Courtrai pour développer une politique commune. Il existe déjà une organisation à laquelle on peut faire appel en l'occurrence: la COPIT (Conférence permanente intercommunale transfrontalière) — cf. <http://www.grootstad.org>

Une autre question concerne la composition de l'institution spécifique de gouvernance, qui deviendra une instance politique exécutive. La Belgique doit désigner un délégué, mandaté politiquement, qui suivra la coordination de ces questions à temps plein. Il nous faut éviter d'être placés devant le fait accompli et de n'avoir plus que les miettes à ramasser. Tous les niveaux de pouvoir belges, fédéral comme régional, ont un intérêt commun en l'occurrence. L'intervenant propose que le Sénat prenne une initiative en la matière, par exemple sous la forme d'une motion parlementaire. On pourra en discuter ultérieurement avec les membres du Sénat français en présence du ministre des Affaires étrangères.

L'intervenant attire enfin l'attention sur le fait que le concept de «district transfrontalier européen» est particulièrement intéressant. C'est un concept différent de celui des États membres ou des régions. C'est un modèle qui met en avant le développement urbain. Pour des villes telles que Courtrai, le concept a une grande influence.

Mme Crombé-Berton adhère aux propos de l'intervenant précédent. Elle propose toutefois que le Sénat reste dans ses compétences, vote une motion lui permettant de s'engager dans une série de projets et participe à la mission interparlementaire citée par M. De Clerck.

L'intervenante fait remarquer que les aspects de la mobilité et des moyens de transport, ne concernent pas uniquement la Flandre, comme l'exposé des motifs du projet de loi semble suggérer à la page 4. Les communications en Wallonie s'orientent aussi vers le Nord de la France.

Finalement, l'intervenante demande s'il existe des aides spécifiques au niveau européen aux projets de coopération transfrontalière.

Le ministre répond que les formes de coopération existantes relèvent du champ d'application de la convention.

L'autorité fédérale accorde une très grande importance à la question; en témoigne l'attention qui y a été consacrée au cours de la récente visite du couple royal en France, qui a fait une étape marquante à Lille.

Un consul général belge est déjà en poste à Lille et il suit ce dossier de près. Par ailleurs, au SPF Affaires

overheden. Hoe zal de voorgestelde gemengde parlementaire commissie samengesteld zijn? Welke ambtenaren zullen naar het «*Agence transfrontalière*» worden gedetacheerd? Spreker stelt voor een aantal federale ambtenaren af te vaardigen naar Moeskroen, Doornik en Kortrijk om er een gemeenschappelijk beleid te ontwikkelen. Er bestaat reeds een organisatie die hier kan worden ingeschakeld: de GPCI (Grensoverschrijdende Permanente Conferentie van de intercommunales) — cf. <http://www.grootstad.org>.

Een andere vraag betreft de samenstelling van de «*institution spécifique de gouvernance*», die een politieke uitvoeringsinstantie zal worden. België moet een — politiek gemandateerde — afgevaardigde aanwijzen die de coördinatie van deze materie voltijds opvolgt. Er dient voorkomen te worden dat we voor voldongen feiten komen te staan en enkel nog de overgebleven kruimels kunnen krijgen. Alle Belgische niveaus, zowel federaal als regionaal hebben hier een gemeenschappelijk belang. Spreker stelt voor dat de Senaat hier een initiatief neemt, bijvoorbeeld in de vorm van een parlementaire motie. In aanwezigheid van de minister van Buitenlandse Zaken kan hierover op een later tijdstip van gedachten worden gewisseld met de leden van de Franse Senaat.

Spreker wijst er tenslotte op dat het concept van het «district transfrontalier européen» bijzonder boeiend is. Het is een ander concept dan de lidstaten of de regio's. Het is een model dat de stedelijke ontwikkeling vooropstelt. Voor steden als Kortrijk heeft het concept zeer veel invloed.

Mevrouw Crombé-Berton treedt de vorige spreker bij. Zij stelt evenwel voor dat de Senaat binnen zijn bevoegdheden blijft en een motie goedkeurt waardoor hij kan deelnemen aan een reeks projecten en aan de interparlementaire zending waarover de heer De Clerck het had.

Spreekster wijst erop dat de mobiliteit en de vervoermiddelen niet alleen Vlaanderen aangaan, zoals op bladzijde 4 van de memorie van toelichting bij dit wetsontwerp lijkt te worden gesuggereerd. Wallonië heeft ook verbindingen met Noord-Frankrijk.

Ten slotte vraagt spreekster of er vanuit Europa steun te verwachten is voor projecten inzake grensoverschrijdende samenwerking.

De minister wijst erop dat de reeds bestaande samenwerkingsvormen binnen de werkingssfeer van het verdrag vallen.

De federale overheid hecht zeer veel belang aan deze materie, en de aandacht die er aan werd geschonken tijdens het recente koninklijke bezoek aan Frankrijk, met een nadrukkelijk stop in Rijsel, is hiervan een uiting.

In Rijsel is een Belgische consul-generaal actief, die dit dossier van nabij volgt. Verder is er op de FOD

étrangères, un conseiller est spécifiquement chargé de la politique concernant les pays voisins.

L'ambassadeur de Belgique à Paris sera informé du document cité par M. De Clerck.

Pour ce qui concerne la politique européenne de soutien des coopérations transfrontalières, le ministre déclare que l'Interreg III est l'initiative communautaire du Fonds européen de développement régional (FEDER) en faveur de la coopération entre régions de l'Union européenne pour la période 2000-2006. L'objectif de la nouvelle phase d'Interreg est de renforcer la cohésion économique et sociale dans l'Union européenne en promouvant la coopération transfrontalière, transnationale et interrégionale ainsi que le développement équilibré du territoire. Une attention particulière est accordée à l'implication des régions ultrapériphériques et des régions situées aux frontières externes de l'Union avec des pays candidats à l'adhésion.

Pour la période 2000-2006, Interreg III dispose d'un budget de 4,875 millions d'euros (prix 1999). L'initiative Interreg III fait l'objet d'un cofinancement de la part de la Commission et des États membres. La contribution du FEDER ne dépassera pas 75 % du coût total du programme dans les régions de l'Objectif 1 et 50 % ailleurs.

La Commission a proposé une répartition financière indicative par État membre (pour la Belgique, il s'agit de 104 millions d'euros). Cette proposition se base essentiellement sur les taux de population des zones frontalières internes de l'Union européenne, des régions ultrapériphériques ou encore des zones frontalières avec des pays d'Europe centrale et orientale. De 50 à 80 % des enveloppes nationales devraient être affectés aux programmes de coopération transfrontalière et 6 % aux programmes de coopération interrégionale.

Le volet A d'Interreg III concerne la coopération transfrontalière entre zones contiguës. Elle vise à développer des centres économiques et sociaux transfrontaliers en mettant en oeuvre des stratégies communes de développement.

Les zones éligibles pour la ce programme sont reprises dans la carte accessible par le lien suivant: http://www.europa.eu.int/comm/regional_policy/interreg3/down/pdf/europe.pdf

Les domaines d'action prioritaires pour le volet A d'Interreg III sont les suivants:

- promotion du développement urbain, rural et côtier;
- renforcement de l'esprit d'entreprise;
- développement des petites et moyennes entreprises, y compris dans les secteurs du tourisme;
- développement des initiatives locales pour l'emploi;

Buitenlandse Zaken een adviseur specifiek belast met het buurlandenbeleid.

De Belgische ambassadeur in Parijs zal worden ingelicht over het door de heer De Clerck geciteerde document.

Wat het Europese beleid inzake steun aan grensoverschrijdende samenwerkingsprojecten betreft, verklaart de minister dat Interreg III een communautair initiatief is van het Europees Fonds voor de regionale ontwikkeling (EFRO) ten voordele van de samenwerking tussen de regio's van de Europese Unie voor de periode 2000-2006. De nieuwe fase van Interreg heeft tot doel de economische en sociale samenhang in de Unie te verstevigen door grensoverschrijdende, internationale en interregionale samenwerking alsook een evenwichtige ontwikkeling van de Europese ruimte te bevorderen. Bijzondere aandacht gaat naar de uiterste periferie van de gemeenschap en naar de regio's gelegen aan de buitengrenzen met de kandidaat-lidstaten.

Voor de periode 2000-2006 beschikt Interreg III over een budget van 4,875 miljoen euro (prijs 1999). De Commissie en de lidstaten hebben gezamenlijk het initiatief Interreg III gefinancierd. De bijdrage uit het EFRO bedraagt ten hoogste 75 % van de totale kosten van het programma in de regio's van doelstelling 1 en 50 % in de andere gebieden.

De Commissie heeft een indicatieve financiële verdeling per lidstaat voorgesteld (voor België gaat het om 104 miljoen euro). Dat voorstel is voornamelijk gebaseerd op de bevolkingscijfers van de gebieden rond de binnengrenzen van de Unie, de gebieden aan de rand van de Unie en de grensgebieden met de Centraal- en Oost-Europese landen. 50 % tot 80 % van de nationale budgetten zou gebruikt moeten worden voor grensoverschrijdende samenwerkingsprogramma's, en 6 % voor interregionale samenwerkingsprogramma's.

Onderdeel A van Interreg III betreft de grensoverschrijdende samenwerking tussen aangrenzende gebieden. Het beoogt de ontwikkeling van grensoverschrijdende sociaal-economische centra in het kader van gemeenschappelijke ontwikkelingsstrategieën.

De gebieden die in aanmerking komen voor dit programma zijn te vinden op de kaart die toegankelijk is via de volgende link: http://www.europa.eu.int/comm/regional_policy/interreg3/down/pdf/europe.pdf

De prioritaire actieterreinen voor het onderdeel A van Interreg III zijn de volgende:

- bevordering van stads- en plattelandsontwikkeling en ontwikkeling van kustgebieden;
- ontwikkeling van het ondernemerschap;
- ontwikkeling van het midden- en kleinbedrijf, ook in de toerismesector;
- ontwikkeling van plaatselijke werkgelegenheidsinitiatieven;

— aide à l'intégration au marché du travail et l'inclusion sociale;

— encouragement au partage des ressources humaines, des équipements de recherche et de développement, de l'enseignement, de la culture, de la communication, de la santé et de la protection civile;

— soutien à la protection de l'environnement, à l'augmentation du rendement énergétique et aux énergies renouvelables;

— amélioration des transports, des réseaux et des services d'information et de communication, des systèmes hydriques et énergétiques;

— augmentation de la coopération dans les domaines juridique et administratif;

— accroissement des potentiels humains et institutionnels relatifs à la coopération transfrontalière.

Cf. http://www.europa.eu.int/comm/regional_policy/index_fr.htm)

IV. VOTES

Les articles 1^{er} et 2, ainsi que l'ensemble du projet de loi, ont été adoptés à l'unanimité par les 8 membres présents.

Confiance a été faite à la rapporteuse pour la rédaction du présent rapport.

La rapporteuse, *La présidente,*
Marié-Hélène CROMBÉ-BERTON. Anne-Marie LIZIN.

*
* *

**Le texte adopté par la commission
est identique au texte
du projet de loi
(voir doc. Sénat, n° 3-405/1 - 2003/2004)**

— steun voor een geïntegreerde arbeidsmarkt en bevordering van sociale integratie;

— bevordering van het gezamenlijke gebruik van human resources, uitrusting voor onderzoek en ontwikkeling en samenwerking inzake onderwijs, cultuur, communicatie, gezondheidszorg en civiele hulpdiensten;

— steun voor milieubescherming, verhoging van het energierendement en duurzame energiebronnen;

— verbetering van het vervoer, de informatie- en communicatiediensten en- netwerken, water- en energievoorziening;

— meer samenwerking op juridisch en administratief gebied;

— verhoging van de menselijke en institutionele middelen voor grensoverschrijdende samenwerking.

Cf. http://www.europa.eu.int/comm/regional_policy/index_fr.htm)

IV. STEMMINGEN

De artikelen 1 en 2, alsook het wetsontwerp in zijn geheel, worden eenparig aangenomen door de 8 aanwezige leden.

Vertrouwen wordt geschonken aan de rapporteur voor het opstellen van dit verslag.

De rapporteur, *De voorzitter,*
Marié-Hélène CROMBÉ-BERTON. Anne-Marie LIZIN.

*
* *

**De door de commissie aangenomen tekst
is dezelfde als de tekst
van het wetsontwerp
(zie stuk Senaat, nr. 3-405/1 - 2003/2004)**